



Madame la Présidente,

Le directeur général a décidé d'anéantir la DGFIP. Après avoir sabordé le dialogue social et le droit à la défense des agent.es en CAP, il s'attaque aujourd'hui aux règles de mutations.

Dans un contexte de destruction massive des emplois et de remise en cause de nos missions, avec des traitements qui n'évoluent pas et des carrières de plus en plus bloquées, le DG entend faire des agent.es des pions déplaçables au gré des seuls besoins de l'administration.

Le pire a été annoncé lors du GT mutations du 19 octobre, où il nous a été proposé de remettre en cause l'intégralité des règles, faisant ainsi des collègues des unités malléables et corvéables à merci.

Les secrétaires généraux ont donc demandé à rencontrer le DG !

Le dialogue social est depuis longtemps devenu un monologue social dans notre administration.

Nous sommes les représentant.es des personnels, et à ce titre nous portons leurs revendications.

Le DG, qui dit être à l'écoute des personnels, doit aller vers une amélioration du système de mutations et non pas vers ce qu'il propose, à savoir la casse intégrale des règles nationales et l'affectation des collègues laissée au bon vouloir des directeurs locaux.

Dans l'attente de la réouverture d'un véritable dialogue social, les élu.es de Solidaires Finances Publiques et de la CGT Finances Publiques ne siégeront pas à la première convocation de cette CAPN.

Paris, le 26 octobre 2017